

**Arrêté n° PCICP2025358-0002**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux installations de tri, traitement et transit de déchets dangereux et non dangereux exploitées par la société COVED ENVIRONNEMENT sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

**VU** le code de l'environnement, les livres V des parties législative et réglementaire ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée à l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code l'environnement ;

**VU** la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;

**VU** le décret n° 2014-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube, sous-préfet de Troyes ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non

dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : applicable jusqu'au 31 mai 2015 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du préfet de la région Île-de-France du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 00-0348 A du 2 février 2000 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014155-0006 du 4 juin 2014 relatif à la constitution de garanties financières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT-SG-2016064-0001 du 4 mars 2016, l'exploitant ayant satisfait à ses obligations ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2019169-0002 du 18 juin 2019 portant application de la directive IED ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025220-0001 du 8 août 2025 portant organisation et ouverture d'une enquête publique du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 30 septembre 2025 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Grand Est approuvé par le conseil régional le 17 octobre 2019 ;

**VU** le porter à connaissance déposé par la société COVED ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé à ZI. des Prés-de-Lyon - Rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC, reçu par la préfecture de l'Aube le 11 septembre 2021 portant sur l'acceptation de biodéchets ;

**VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société COVED ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé à ZI. des Prés-de-Lyon - Rue des Prés de Lyon – 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC, reçu par la préfecture de l'Aube le 24 juillet 2023 portant sur un projet de développement d'activité déchets dangereux et non dangereux mis à jour le 23 décembre 2024 et le 20 janvier 2024 ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale du 20 février 2025 ;

**VU** le mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) Grand Est n° MRAE 2025APGE10 du 20 février 2025 transmis le 17 avril 2025 ;

**VU** la décision en date du 8 juillet 2025 du vice-président du tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**VU** le dossier d'enquête publique parvenu à la préfecture de l'Aube le 22 juillet 2025 ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 3 octobre 2025 ;

**VU** les avis favorables émis par les conseils municipaux des communes de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, SAINTE-SAVINE et de SAINT-LYÉ ;

**VU** l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des autres communes sollicitées ;

**VU** l'absence d'avis émis par le conseil communautaire de la communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole sollicité ;

**VU** le rapport et les propositions du 7 novembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant le 17 novembre 2025 ;

**VU** les remarques formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté complémentaire par courrier du 28 novembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale au titre du 2° de l'article L. 181-1 « Installations classées pour la protection de l'environnement » ;

**CONSIDÉRANT** qu'au titre du I de l'article L. 181-2 du code de l'environnement, la demande d'autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation ICPE au titre des articles L. 511-2 et R. 511-9 du code de l'environnement,
- d'autorisation et de récépissé de déclaration IOTA au titre de la loi sur l'eau,
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures prescrites par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est implanté dans une zone ne présentant pas une sensibilité environnementale particulière ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les documents d'urbanisme opposables aux tiers comportent des règles d'occupation du sol compatibles avec la délivrance de l'autorisation d'exploiter les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les installations ne sont plus soumises à l'obligation de constitution de garanties financières à la suite de la publication de la Loi n° 2023-973 relative à l'industrie verte entrée en vigueur au lendemain de sa publication, soit le 25 octobre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

#### **ARRÊTE**

# Sommaire

Titre 1- PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....	6
Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.1.1 Société COVED ENVIRONNEMENT.....	6
1.1.1.2 Société RECYDIS.....	6
Article 1.1.2 : Localisation et surface occupée par les installations.....	6
Article 1.1.3 : Autorisations embarquées.....	6
Article 1.1.4 : Installations visées par la nomenclature ICPE.....	7
Article 1.2 Nature des installations.....	7
Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE.....	7
Article 1.2.2 Installations visées par la nomenclature IOTA.....	9
Article 1.2.3 Réglementation SEVESO.....	9
Article 1.2.4 Réglementation IED.....	9
Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	10
Article 1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	10
Article 1.4.1 Durée d'autorisation.....	10
Article 1.4.2 Porter à connaissance.....	10
Article 1.4.3 Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	10
Article 1.4.4 Équipements abandonnés.....	10
Article 1.4.5 Transfert sur un autre emplacement.....	10
Article 1.4.6 Changement d'exploitant.....	10
Article 1.4.7 Cessation d'activité.....	11
Article 1.5 Respect des autres législations et réglementations.....	11
Article 1.6 Respect des autres législations et réglementations.....	11
Article 1.7 Objectifs généraux.....	11
Article 1.8 Consignes d'exploitation.....	12
Article 1.9 Rapport d'incident ou d'accident.....	12
TITRE 2 - Protection de la qualité de l'air.....	12
Article 2.1 : Dispositions spécifiques.....	12
Article 2.1.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	12
Article 2.1.2 Unité de broyage de déchets de bois.....	12
Article 2.1.3 Unité de broyage d'emballages en plastiques vides souillés.....	12
Article 2.1.4 Pollutions accidentelles.....	13
Article 3.1 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.....	13
Article 3.2 : Dispositions spécifiques.....	13
Article 3.2.1 Définition des effluents.....	13
Article 3.2.2 Localisation des points de rejet.....	13
Article 3.2.3 Disposition particulière.....	14
Article 3.3 : Dispositifs de rétention des eaux d'extinction incendie.....	14
TITRE 4 - Protection du cadre de vie.....	14
Article 4.1 : Mesures périodiques des niveaux sonores.....	14
TITRE 5 – Prévention des risques technologiques.....	14
Article 5.1 : Généralités.....	14
Article 5.1.1 Etude de dangers.....	14
Article 5.1.2 Localisation des risques.....	15
Article 5.1.3 Matériels utilisables en atmosphères explosives.....	15
Article 5.1.4 État des stocks.....	15

Article 5.1.5 Gestion post-accidentelle.....	15
Article 5.2 Dispositions constructives et comportement au feu.....	15
Article 5.3 : Moyens de détection.....	16
Article 5.4 : Protection contre la foudre.....	16
TITRE 6 – Moyens d’intervention en cas d’accident et organisation des secours.....	16
Article 6.1 Moyens de lutte contre l’incendie.....	16
TITRE 7 - Gestion des déchets.....	17
Article 7.1 Description des déchets reçus par l’installation.....	17
Article 7.2 Organisation des stockages de déchets.....	17
Article 7.3 DEEE.....	17
Article 7.4 Biodéchets.....	18
Article 7.4.1 Gestion des biodéchets.....	18
Article 7.4.2 Agrément sanitaire.....	18
Article 7.5 Déchets admissibles.....	19
TITRE 8 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	20
TITRE 9 - Publicité et exécution.....	21



## **Titre 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

### **Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

#### **Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

##### **1.1.1.1 Société COVED ENVIRONNEMENT**

La société COVED ENVIRONNEMENT implantée ZI. des Prés-de-Lyon - Rue des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son installation de tri, transit regroupement de déchets non dangereux, et de transit de déchets dangereux.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux zones identifiées comme polluées dans le rapport de base phase 2 susmentionné.

##### **1.1.1.2 Société RECYDIS**

la société RECYDIS est identifiée comme exploitante de l'activité des déchets dangereux sous couvert de la responsabilité de la société COVED ENVIRONNEMENT.

#### **Article 1.1.2 : Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Communes	Parcelles
LA CHAPELLE-SAINT-LUC	AO 256, 258, 276, 289, 290, 291

La superficie totale du site d'implantation s'élève à 27 612 m<sup>2</sup>.

#### **Article 1.1.3 : Autorisations embarquées**

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou d'arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

#### **Article 1.1.4 : Installations visées par la nomenclature ICPE**

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au chapitre 1.2 ci-dessous.

### **Article 1.2 Nature des installations**

#### **Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique ICPE**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Désignation de l'activité	Quantité projetée	Régime
3510 IED	<p>Traitement de déchets dangereux</p> <p>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement physico-chimique</li> <li>- mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>- reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</li> <li>- récupération/ régénération des solvants</li> <li>- recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques</li> <li>- régénération d'acides ou de bases</li> <li>- valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution</li> <li>- valorisation des constituants des catalyseurs</li> <li>- régénération et autres réutilisations des huiles</li> <li>- lagunage</li> </ul>	Reconditionnement de déchets dangereux avant incinération > 10 t/j	A
3550 IED	<p>Stockage temporaire de déchets</p> <p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p>	715 t	A
2710	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 7 t</p>	La quantité de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est de 15 t au maximum	A
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est de 715 t au maximum	A
2790	<p>Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795</p> <p>Traitement de déchets dangereux</p>	Recyclage/broyage d'emballages en plastique vides souillés environ 2,5 t/j	A
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1) Supérieure ou = à 10 t/j</p>	La quantité de déchets dangereux non dangereux traités est de 30 t/j au maximum	A



Rubrique	Désignation de l'activité	Quantité projetée	Régime
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent étant : 2) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation est de 6 100 m <sup>3</sup> au maximum	E
2716	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1) Supérieur ou = à 1 000 m <sup>3</sup>	Le volume de déchets non dangereux non inertes susceptible d'être présents dans l'installation est de 1 450 m <sup>3</sup> au maximum	E
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Le volume annuel de gazoil distribué est de 850 m <sup>3</sup> / an au maximum	DC
2710	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	La quantité de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est de 300 m <sup>3</sup> au maximum	DC
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Le volume de DEEE susceptibles d'être présents dans l'installation est de 940 m <sup>3</sup> au maximum	DC
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface étant : 2) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1 000 m <sup>2</sup>	Surface de 250 m <sup>2</sup> au maximum	D
2715	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup>	Le volume de déchets de verre susceptible d'être présents dans l'installation est de 250 m <sup>3</sup> au maximum	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

### Article 1.2.2 Installations visées par la nomenclature IOTA

Elles relèvent également de la rubrique de la nomenclature « loi sur l'eau » suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Rejet des eaux pluviales dans réseau public	Surface d'emprise du site 2,76 ha	D

D (Déclaration)

### Article 1.2.3 Réglementation SEVESO

Au sens des articles L. 515-28 et L. 515-32 du code de l'environnement, l'établissement ne relève pas de la réglementation SEVESO. L'exploitant s'assure en permanence de ce non classement.

### Article 1.2.4 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative au traitement de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « WT ».

### Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence.

### Article 1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

#### Article 1.4.1 Durée d'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

#### Article 1.4.2 Porter à connaissance

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision explicite de rejet.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### Article 1.4.3 Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **Article 1.4.4 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Article 1.4.5 Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées par le présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### **Article 1.4.6 Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

#### **Article 1.4.7 Cessation d'activité**

Les prescriptions de l'article 3 de l'Arrêté préfectoral du 18 juin 2019 sont remplacées par :

« Dans les arrêtés passés, les dispositions relatives à la cessation d'activité sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : *usage industriel*.

La remise en état consiste en la neutralisation des installations pouvant être la source de risques pour les personnes et l'environnement. Dans le cadre de l'arrêt de certaines installations, les équipements correspondants sont démontés et éliminés ou valorisés conformément à la législation en vigueur.

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article. ».

#### **Article 1.5 Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression, mais également des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## **Article 1.6 Respect des autres législations et réglementations**

L'exploitant respecte la hiérarchie des modes de traitement (valorisation matière, valorisation énergétique, stockage) telle que définie par la Région, afin de s'assurer entre autre de l'atteinte de l'objectif réglementaire de baisse du stockage.

L'exploitant transmet des données de l'installation à l'observatoire régional et notamment les tonnages réceptionnés sur ce site par nature (provenance, mode de traitement, code déchets) et par provenance géographique (département, pays). Cette demande s'inscrit dans le cadre de l'objectif du SRADDET d'améliorer le suivi des tonnages stockés et de préserver les capacités nécessaires du traitement des déchets produits sur le Grand-Est.

## **Article 1.7 Objectifs généraux**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## **Article 1.8 Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## **Article 1.9 Rapport d'incident ou d'accident**

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes (démarche arbre des causes) ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

# **TITRE 2 - Protection de la qualité de l'air**

## **Article 2.1 : Dispositions spécifiques**

### **Article 2.1.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières**

L'article 12.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000 est complété comme suit :

« L'exploitant fait procéder à un balayage-nettoyage des voiries tous les 15 jours et un balayage quotidien du site par les salariés à chaque fin de journée. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les matières, produits et poussières.



Les opérations de chargement et de déchargement de matières, produits ou déchets sont réalisées moteurs à l'arrêt et les circulations sur site limitées au maximum. ».

#### **Article 2.1.2 Unité de broyage de déchets de bois**

Le matériel de broyage de déchets de bois est capoté.

Le broyeur est utilisé uniquement lors de campagnes de broyage.

D'une capacité de 40 t/h, il est utilisé dans la limite de 280 t/jour et au maximum 200 h/an.

#### **Article 2.1.3 Unité de broyage d'emballages en plastiques vides souillés**

Les déchets solides vrac sont entreposés au sein d'une alvéole dédiée dans des bennes et caisses palettes étanches bâchées.

#### **Article 2.1.4 Pollutions accidentelles**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

### **TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

#### **Article 3.1 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Ils respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie.

#### **Article 3.2 : Dispositions spécifiques**

##### **Article 3.2.1 Définition des effluents**

Les dispositions de l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les différentes catégories d'effluents sont les suivantes :

- eaux domestiques,
- eaux de lavage intérieur des citernes,
- eaux de lavage des contenants de déchets,
- eaux de recyclage du broyage des emballages en plastique vides souillés,
- eaux pluviales recueillies au centre de transit des déchets spéciaux,
- eaux pluviales. ».

##### **Article 3.2.2 Localisation des points de rejet**

En complément à l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°00-0348 A du 2 février 2000 :

- eaux de lavage des contenants de déchets

L'aire de lavage est utilisée pour rincer à l'eau les contenants utilisés pour le transport des déchets.

Les contenants sont propres et exempts de poussières.

Les eaux souillées issues du lavage des conditionnements ayant contenu des substances ou mélanges dangereux sont récupérées et traitées comme des déchets dangereux.

Aucun rejet extérieur d'effluents aqueux dans le milieu naturel n'est autorisé.

Le suivi des eaux de lavage produites doit apparaître sur les registres d'opérations définis à l'article 36 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



- eaux de recyclage des emballages en plastique vides souillés

L'unité de recyclage des plastiques dispose d'une station de traitement des eaux souillées issues de la ligne de lavage des plastiques et fonctionne en circuit fermé.

Les eaux souillées sont récupérées et traitées comme des déchets dangereux.

Aucun rejet extérieur d'effluents aqueux dans le milieu naturel n'est autorisé.

Le suivi des eaux de lavage produites doit apparaître sur les registres d'opérations définis à l'article 36 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 3.2.3 Disposition particulière**

Des « paniers » sont mis en œuvre au niveau de l'ensemble des regards du site.

### **Article 3.3 : Dispositifs de rétention des eaux d'extinction incendie**

Des ouvrages de confinement sont disponibles sur le site pour retenir l'ensemble des eaux d'extinction en cas d'incendie :

- une rétention d'un volume de 310 m<sup>3</sup> associée à la zone de stockage de déchets dangereux liquides vrac – parc à cuves des liquides de refroidissement, eaux hydrocarburées, huiles usagées,
- une rétention d'un volume de 101 m<sup>3</sup> associée à la zone de stockage de déchets dangereux liquides vrac – parc à cuves des eaux issues de la ligne de lavage des emballages en plastiques vides souillés,
- une rétention d'un volume de 202 m<sup>3</sup> associée au bâtiment de stockage de déchets plastique non dangereux. La rétention est confinée à l'intérieur du bâtiment. Des barrières mobiles offrant une hauteur minimale de 43 cm sont mises en œuvre,
- un ouvrage de confinement (bassin étanche, réservoir enterré...) pour l'ensemble des autres zones du site d'un volume de 380 m<sup>3</sup> disponible en permanence.

Une vanne d'obturation est installée au niveau du point de rejet des eaux pluviales. Elle doit être actionnée en cas de sinistre pour éviter tout rejet vers le milieu naturel.

La mise en œuvre manuelle de la vanne d'obturation reste possible en toute circonstance, notamment en cas de sinistre, son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne qui est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **TITRE 4 - Protection du cadre de vie**

### **Article 4.1 : Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la publication du présent arrêté puis tous les 5 ans.

Le fonctionnement du broyeur de déchets de bois et celui de l'unité de broyage des emballages en plastique vides souillés ne seront pas simultanés.

## **TITRE 5 – Prévention des risques technologiques**

### **Article 5.1 : Généralités**

#### **Article 5.1.1 Étude de dangers**

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

Sous 6 mois, l'exploitant étudie les modalités techniques ou d'organisation afin que l'ensemble des flux thermiques générés en cas de survenue d'un incendie soit confiné à l'intérieur de son site. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées. Est joint à cette étude un échéancier volontariste de mise en œuvre de la solution retenue.

Dans l'attente, l'exploitant informe et transmet au maire de la commune son étude de dangers, en lui explicitant les conséquences générées hors de son site en cas de survenue d'un incendie et la nécessité de protéger la zone d'effet lors d'un accident en interdisant son accès.

#### **Article 5.1.2 Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les zones ou parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan général du site et des bâtiments de stockage, systématiquement tenu à jour.

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement.

#### **Article 5.1.3 Matériels utilisables en atmosphères explosives**

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 modifié, relatif aux produits et équipements à risques. Le cas échéant, l'étude ATEX correspondante est tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées.

#### **Article 5.1.4 État des stocks**

L'exploitant détient un outil de gestion des états des stocks qui permet, entre autres, de superviser l'état de stock global de l'installation et la localisation exacte des matières et déchets.

L'état des stocks est archivé pour une durée de 5 ans. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.1.5 Gestion post-accidentelle**

En cas de sinistre, l'exploitant estime les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le cas échéant, il réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans les différentes matrices (air, sols, eaux souterraines, végétaux).

#### **Article 5.2 Dispositions constructives et comportement au feu**

Les installations et plus particulièrement les bâtiments et zones de stockage de déchets sont implantés et construits conformément aux plans, caractéristiques et comportement au feu présentés dans le dossier de demande d'autorisation susvisé de telle manière que les effets en cas d'accident soient contenus à l'intérieur du site (annexe 1 du présent arrêté).

Les justificatifs attestant le respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.3 : Moyens de détection**

En complément des dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé :

- un système de détection automatique est assuré par des caméras thermiques implantées au niveau des zones sensibles du site et en particulier au niveau de la zone de stockage de déchets dangereux liquides vrac – parc à cuves, des déchets dangereux conditionnés et des déchets combustibles.
- L'alarme est reliée aux téléphones portables des personnes de l'encadrement du site.
- L'unité de recyclage des emballages en plastique vides souillés est équipée d'un système de détection de fumée et de chaleur ainsi qu'un détecteur de flamme avec transfert d'alarme sur des téléphones de la direction.
- Une alarme sonore et visuelle est mise en place. Elle est testée régulièrement avec report sur un registre des essais réalisés. Le registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
- L'alarme est reliée aux téléphones portables des personnes de l'encadrement du site.
- Une alarme audible dans l'ensemble du site est actionnée automatiquement et retransmise sur des téléphones de la direction.

#### Article 5.4 : Protection contre la foudre

Une étude foudre est réalisée dans les 6 mois après la publication du présent arrêté.  
L'étude foudre est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

### TITRE 6 – Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

#### Article 6.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 45.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre, permettant de lutter efficacement et rapidement contre l'incendie.

Le besoin total en eaux d'extinction d'incendie est de 210 m<sup>3</sup>/h pour une durée de 2 heures.

Il est assuré par :

- des extincteurs adaptés aux risques. Ces extincteurs sont placés dans des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances à raison d'au moins un extincteur par tranche de 250 m<sup>2</sup> de surface à protéger ;
- de robinets d'incendie armés répartis sur l'ensemble du site ;
- de 2 poteaux incendie à moins de 200 m du site et débitant au minimum 200 m<sup>3</sup>/h chacun délivrant 1 bar de pression ;
- une bâche souple d'un volume de 45 m<sup>3</sup> ;
- une motopompe moby mousse implantée à proximité immédiate de la bâche souple ;
- un système d'extinction par eau et additif automatique et manuel au niveau de la trémie de chargement des équipements de broyage des emballages en plastiques vides souillés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque et des pelles.

L'exploitant veille à la formation sécurité de son personnel et des personnels extérieurs et à la constitution d'équipes de sécurités comprenant des agents affectés prioritairement à des fonctions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre. ».

### TITRE 7 - Gestion des déchets

#### Article 7.1 Description des déchets reçus par l'installation

L'origine des déchets acceptés sur le site est :

Déchets dangereux	> 90 % des départements référencés		< 10 %
	Départements limitrophes de l'Aube	Départements non limitrophes de l'Aube	Autres - France entière

Grand Est	Ardenne (08) Aube (10) Marne (51) Haute-Marne (52) Meuse (55)	-	-	-
Île de France	-	Seine-et-Marne (77)	-	-
Bourgogne Franche-Comté	-	Côte-d'Or (21) Yonne (89)	Nièvre (58)	-
Centre Val de Loire	-	-	Loiret (45)	-

Déchets non dangereux	> 90 % des départements référencés			< 10 %
		Départements limitrophes de l'Aube	Départements non limitrophes de l'Aube	Autres - France entière
Grand Est	Ardenne (08) Aube (10) Marne (51) Haute-Marne (52) Meuse (55)	-	-	--
Île de France	-	Seine-et-Marne (77)	-	-
Bourgogne Franche-Comté	-	Côte-d'Or (21) Yonne (89)	Nièvre (58)	-
Centre Val de Loire	-	-	Loiret (45)	-

Biodéchets	100 % des départements référencés	
		Départements non limitrophes de l'Aube
Grand Est	Aube (10)	-
Bourgogne Franche-Comté	-	Yonne (89)

## Article 7.2 Organisation des stockages de déchets

Le stockage des différents déchets est organisé conformément à l'étude de dangers et aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation et indiqué en annexe 2 du présent arrêté. Aucun stock de déchets n'est autorisé en dehors des zones présentées dans l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation.

## Article 7.3 DEEE

L'exploitant prend les dispositions pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés lors de la manipulation des DEEE.

Aucune opération de dégazage du circuit de réfrigérant n'a lieu sur le site.

Le compactage de DEEE est interdit pour les DEEE contenant ou ayant contenu des fluides frigorigènes halogénés.

Le broyage de DEEE sur le site est interdit.

L'exploitant rédige des procédures de gestion des DEEE. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

## Article 7.4 Biodéchets

### Article 7.4.1 Gestion des biodéchets

Les biodéchets contenant des sous-produits animaux de catégorie 3 sont réceptionnés pendant les heures ouvrées de l'installation. La réception de biodéchets est interdite le vendredi, samedi et dimanche. Les biodéchets sont principalement issus de :

1. grandes et moyennes surfaces,
2. cantines et restaurations scolaires,
3. industries agroalimentaires,
4. traiteurs ou magasins de vente au détail.

L'exploitant rédige un protocole de gestion des biodéchets (acceptation préalable, réception, contrôle, stockage, manipulation, expédition, gestion des stocks).

Le stockage des biodéchets est limité à 48h entre le temps de réception sur le site et le temps d'expédition vers la filière de traitement agréée pour traiter ce type de déchets.

Les biodéchets sont réceptionnés en caisses-palettes étanches avec couvercle et dont le contenu est ensaché de telle manière qu'aucun écoulement ne soit possible. La zone de stockage est de 20 m<sup>2</sup> pour un volume maximum stocké de biodéchets de 50 m<sup>3</sup> et de 15 tonnes.

Aucune manipulation manuelle ni transformation directe des biodéchets n'est réalisée par l'exploitant.

Le nettoyage des caisses-palettes est interdit sur l'installation. La consommation d'eau pour la gestion des biodéchets est interdite.

Le personnel susceptible d'être en contact avec les biodéchets est formé à la gestion des biodéchets. Le renouvellement de cette formation fait l'objet d'un programme de formation justifié quant à sa fréquence.

Une procédure est rédigée par l'exploitant en cas de déversement accidentel des biodéchets.

L'ensemble des documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 7.4.2 Agrément sanitaire**

L'exploitant doit disposer d'un agrément sanitaire avant toute réception de biodéchets. Cet agrément est délivré par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aube (DDETSPP).

L'agrément est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 7.5 Déchets admissibles**

Les dispositions de l'article 29.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

##### **« Déchets dangereux**

Les principaux codes déchets acceptés sur le site sont les suivants (liste non exhaustive) :

Déchets	Code nomenclature (Liste non exhaustive)	
Produits pâteux	08 01 11*	08 03 14*
	08 01 13*	08 03 16*
	08 01 15*	08 03 19*
	08 01 19*	08 04 09*
	08 01 21*	08 04 11*
	08 03 12*	
Emballages vides souillés de produits non corrosifs	15 01 10*	



Produits acides	05 01 07*	06 01 03*
	05 06 01*	06 01 04*
	11 01 05*	06 01 05*
	06 01 01*	06 01 06*
	06 01 02*	20 01 14*
Produits basiques	11 01 07*	06 02 04*
	20 01 15*	06 02 05*
	06 02 01*	20 01 15*
	06 02 03*	
Solvants chlorés	07 01 03*	07 05 03*
	07 02 03*	07 06 03*
	07 03 03*	07 07 03*
	07 04 03*	14 06 02*
Déchets dangereux diffus, produits de laboratoire	06 13 02*	16 05 07*
	20 01 17*	16 05 08*
	20 01 19*	18 01 06*
	16 05 06*	
Absorbants souillés de produits non corrosifs	15 02 02*	
Aérosols	15 01 10*	16 05 04*
Solvants non chlorés, huiles, hydrocarbures	20 01 13*	14 06 03*
	07 01 04*	12 01 07*
	07 02 04*	12 01 10*
	07 03 04*	12 01 19*
	07 04 04*	13 xx xx*
	07 05 04*	20 01 26*
	07 06 04*	07 01 04*
	07 07 04*	
Cosmétiques, loupés de fabrication	18 02 07*	20 01 31*
	18 01 08*	18 01 06*

De manière générale, le site est susceptible d'accueillir tous les codes de déchets dangereux mentionnés dans la nomenclature déchets, excepté ceux interdits à l'article 29.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000.

### Piles, accumulateurs et batteries

Les principaux codes déchets acceptés sur le site sont les suivants (liste non exhaustive) :

Déchets	Code nomenclature
Piles et accumulateurs en mélange	16 06 (sauf 16 06 06*)
	20 01 33*
	20 01 34
Accumulateurs au plomb	16 06 01*
Accumulateurs nickel cadmium	16 06 02*
Piles contenant des mercures	16 06 03*
Piles au lithium	16 06 05
Piles alcalines et salines	16 06 04

### Déchets d'amiante

Les principaux codes déchets d'amiante acceptés sur le site sont les suivants (liste non exhaustive) :

Déchets	Code nomenclature
Amiante	17 06 01*
	17 06 03*
	17 06 05*
	15 02 02*

## Biodéchets

Les principaux codes déchets des biodéchets acceptés sur le site sont les suivants :

Déchets	Code nomenclature
Restes de repas	02 02 03 20 01 08
Invendus alimentaires	02 02 03

».

## TITRE 8 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par le présent arrêté

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
arrêté préfectoral n° PCICP2019169-0002 du 18 juin 2019	article 3	remplacées par les prescriptions de l'article 1.4.7
arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000	article 12.1.3:	Complément par les prescriptions de l'article 2.1.1
arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000	article 7.1	remplacées par les prescriptions de l'article 3.2.1
arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000	article 7.5	Complément par les prescriptions de l'article 3.2.2
arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000	article 8.3	article abrogé
arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348 A du 2 février 2000	article 45.2	remplacées par les prescriptions de l'article 6.1

## TITRE 9 - Publicité et exécution

### Article 9.1 : Notification de l'arrêté et publicité

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société COVED ENVIRONNEMENT.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

## Article 9.2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **24 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Franck DORGE

### Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;  
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.

## ANNEXE 1

### Plan des installations



## ANNEXE 2

### Localisation des déchets

Rot	Rubrique et quantité	Rot	Rubrique et quantité
1	2718 : 30 t	15	2711 : 100 m³
2	2715 : 250 m³	16	2711 : 180 m³
3	2714 : 100 m³	17	2716 : 50 m³
4	2714 : 460 m³	18	2711 : 460 m³
5	2718 : 365 t	19	2714 : 1 250 m³
6.1	2718 : 60 t	20	2716 : 700 m³
6.2	2718 : 60 t	21	2713 : 250 m²
7.1	2718 : 60 t	22	2714 : 300 m³
7.2	2718 : 60 t	23	2714 : 200 m³
7.3	2718 : 30 t	24	2714 : 190 m³
8	2714 : 1 060 m³	25	2714 : 370 m³
9	2714 : 70 m³	26	2718 : 20 t
10	2714 : 210 m³	27	2718 : 30 t
11	2714 : 250 m³	28	2714 : 100 m³
12	2714 : 510 m³	29	2710 : 15 t
13	2714 : 1 030 m³	30	
14	2711 : 200 m³		

